

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Série : ES

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SESSION 2020

---

## Spécialité

Durée totale de l'épreuve : **4 heures + 1 heure - Coefficient : 7 + 2**

**Vous traiterez au choix le sujet 1 ou le sujet 2.**

**Vous mentionnerez sur votre copie le sujet choisi 1 ou 2.**

Dès que les sujets vous sont remis, assurez-vous qu'ils sont complets.

L'usage de tout modèle de calculatrice est interdit.

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2020

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

# Spécialité

SUJET 1

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.  
Ce sujet comporte 17 pages numérotées de 1/17 à 17/17.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/17 à 13/17.
- Économie approfondie, pages numérotées de 14/17 à 17/17.

## Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

*Il est demandé au candidat :*

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

### **SUJET**

*Ce sujet comporte quatre documents.*

**Comment les politiques de l'emploi répondent-elles à la diversité des formes de chômage ?**

## DOCUMENT 1

### Taux de chômage en 2018 selon le niveau d'éducation atteint

| En %        | Ensemble | Enseignement supérieur <sup>1</sup> | Deuxième cycle de l'enseignement secondaire <sup>2</sup> | Enseignement primaire (ou inférieur) et premier cycle de l'enseignement secondaire <sup>3</sup> |
|-------------|----------|-------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Zone euro   | 8,2      | 5                                   | 7,4                                                      | 14,9                                                                                            |
| Danemark    | 5,1      | 4,1                                 | 3,9                                                      | 8                                                                                               |
| Allemagne   | 3,4      | 1,9                                 | 2,9                                                      | 8,8                                                                                             |
| Grèce       | 19,3     | 14,2                                | 21,8                                                     | 22,3                                                                                            |
| Espagne     | 15,3     | 8,9                                 | 15,5                                                     | 22,1                                                                                            |
| France      | 9,1      | 5,4                                 | 9,7                                                      | 16,2                                                                                            |
| Italie      | 10,6     | 5,9                                 | 10,1                                                     | 14,6                                                                                            |
| Portugal    | 7        | 5,4                                 | 8,2                                                      | 7,4                                                                                             |
| Suède       | 6,3      | 3,6                                 | 4,5                                                      | 19                                                                                              |
| Royaume-Uni | 4        | 2,5                                 | 4,6                                                      | 6,4                                                                                             |

Source : Données Eurostat, 2019.

Note : L'indicateur présente les taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans, ventilés par niveau d'éducation atteint.

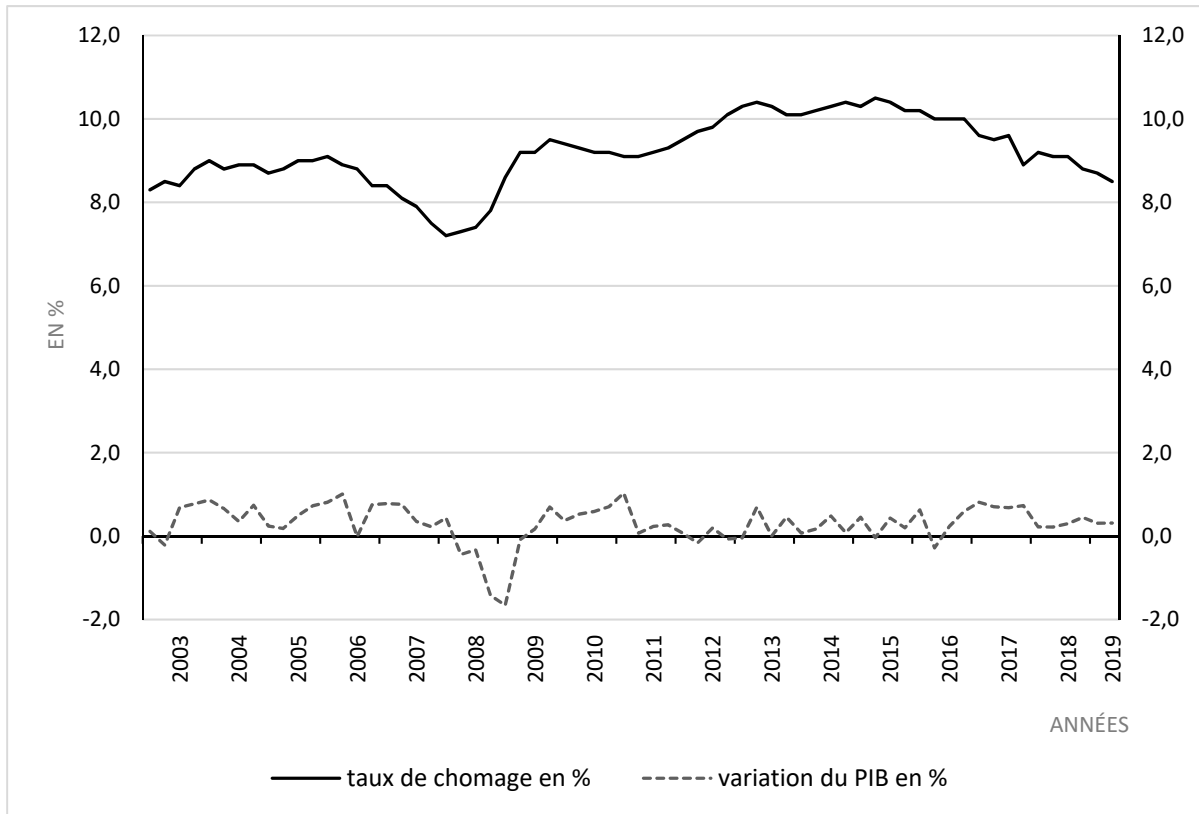
1 : Bac + 2 et plus en France et équivalent pour les autres pays.

2 : Lycée général et technologique et lycée professionnel en France et équivalent pour les autres pays.

3 : Sans diplôme, brevet des collèges en France et équivalent pour les autres pays.

## DOCUMENT 2

### Taux de chômage et évolution du PIB en France entre 2003 et 2019 (en %)



Source : INSEE, Enquête Emploi et Comptes nationaux, 2019.

## DOCUMENT 3

### Dépenses pour les politiques de l'emploi en France (en millions d'euros constants)

|                                                        | 2000          | 2010          | 2016          |
|--------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Mesures actives<sup>1</sup>, dont :</b>             | <b>14 843</b> | <b>15 119</b> | <b>16 177</b> |
| Formation professionnelle                              | 5 639         | 6 740         | 7 246         |
| Incitations à l'emploi                                 | 2 135         | 1 308         | 1 288         |
| Emploi protégé <sup>2</sup>                            | 1 254         | 2 112         | 2 147         |
| Création directe d'emploi <sup>3</sup>                 | 5 777         | 3 902         | 4 911         |
| Aide à la création d'entreprises                       | 38            | 1 056         | 586           |
| <b>Soutiens, dont :</b>                                | <b>25 015</b> | <b>38 773</b> | <b>45 371</b> |
| Maintien et soutien du revenu en cas de perte d'emploi | 22 423        | 38 543        | 45 358        |
| Préretraites                                           | 2 592         | 229           | 13            |
| <b>Total</b>                                           | <b>42 540</b> | <b>60 086</b> | <b>67 206</b> |
| Dépenses totales (en % du PIB)                         | 2,9           | 3,0           | 3,0           |

Source : d'après INSEE, Tableaux de l'économie française, 2019.

1 : Ensemble des mesures qui favorisent le retour à l'emploi.

2 : Mesures visant à favoriser l'insertion sur le marché du travail des personnes à capacité de travail réduite.

3 : Mesures qui créent des emplois supplémentaires à destination des chômeurs de longue durée ou des personnes qui rencontrent des difficultés particulières sur le marché du travail.

## DOCUMENT 4

Dans l'ensemble des secteurs marchands, le coût horaire moyen de la main d'œuvre française s'est établi en 2017 à 36 euros, plaçant la France parmi les pays européens qui présentent un coût du travail élevé : dans l'ensemble des pays de la zone euro, il était en effet de 30,30 euros soit un niveau inférieur de près de 20 % à celui de la France et de 34,10 euros en Allemagne soit un niveau inférieur de 5 %. [...]

Depuis 2012, le coût horaire a augmenté modérément en France. Dans l'industrie, il a progressé de 1,3 % en euros courants par an, contre 2,7 % en Allemagne, du fait [...] d'une série de mesures prises en France visant à réduire la composante non salariale du coût du travail. Ainsi, le coût du travail a ralenti en France avec l'entrée en vigueur du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à partir de 2013, puis du Pacte de responsabilité et de solidarité à partir de 2015.

Source : « Baisses de charges : stop ou encore ? »,  
Yannick L'HORTY, Philippe MARTIN et Thierry MAYER,  
*Notes du Conseil d'analyse économique*, 2019.

Note : le CICE et le Pacte de responsabilité et solidarité permettent de réduire le coût du travail par la baisse des prélèvements obligatoires des entreprises.

## Épreuve composée

*Cette épreuve comprend trois parties :*

*1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.*

*2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.*

*3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :*

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

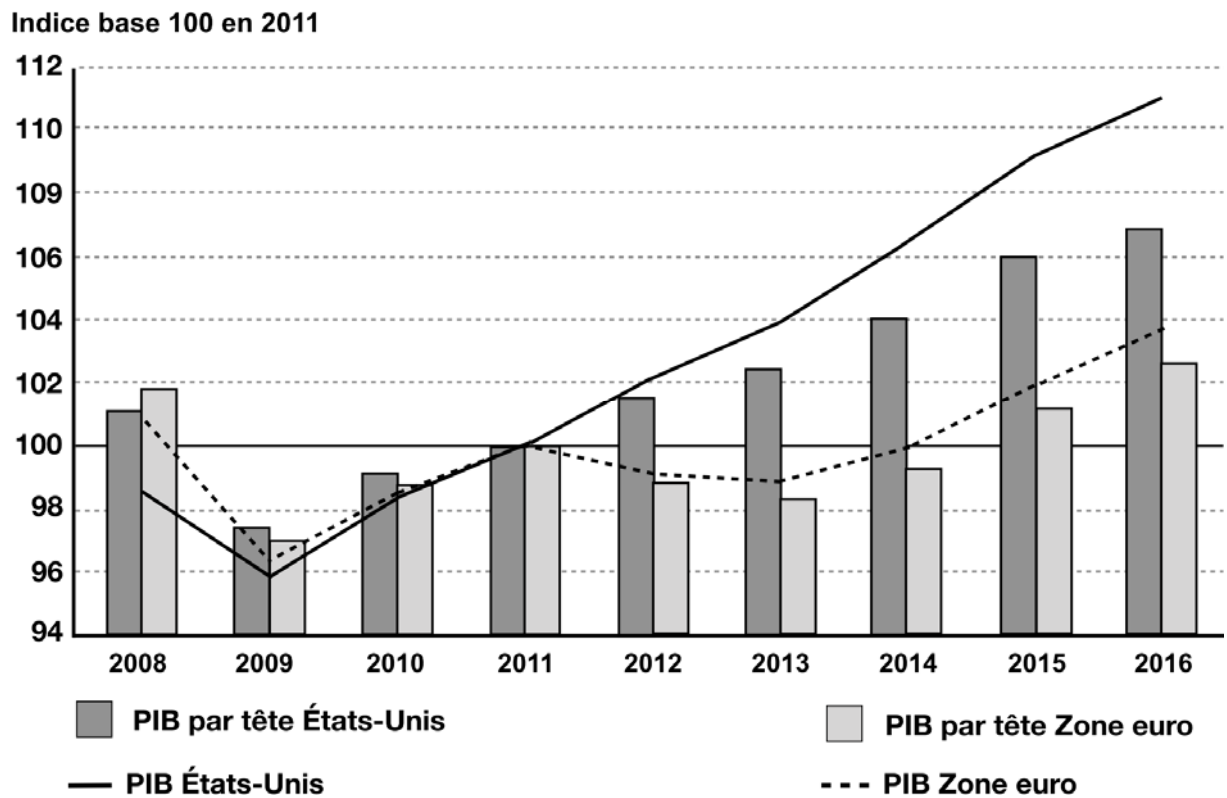
### **Première partie : Mobilisation des connaissances**

1. Présentez deux limites du protectionnisme. (3 points)
2. Montrez comment les partenaires sociaux peuvent influencer la formation des salaires. (3 points)

## Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez les évolutions du PIB et du PIB par habitant de la zone euro et des États-Unis.

### Évolution du PIB et du PIB par habitant (PIB par tête) entre 2008 et 2016, en volume, base 100 en 2011



Source : d'après Banque de France, 2017.

### **Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

*Cette partie comporte trois documents.*

**Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la famille est une instance d'intégration importante.**

#### **DOCUMENT 1**

On sait que les différents temps de socialisation dans la vie d'un individu ne sont pas équivalents. Dans les premiers moments de la socialisation, l'enfant incorpore dans la plus grande dépendance socio-affective à l'égard des adultes qui l'entourent, le nourrissent, le protègent et le soignent, les dispositions<sup>1</sup> qui sont celles des membres de sa famille sans en percevoir le caractère relatif et arbitraire. [...] Le fait que la socialisation familiale soit à la fois précoce, intense, durable et, pendant un temps au moins, sans concurrence ni comparaison, explique donc l'étendue et la force de son influence sur les comportements ultérieurs (scolaires, professionnels, religieux, politiques, culturels, sportifs, alimentaires, esthétiques, etc.).

Et même si elle détient de moins en moins fréquemment le monopole de l'éducation enfantine, la famille ne reste jamais inerte par rapport aux autres agents ou cadres socialisateurs potentiels. Matrice<sup>2</sup> première, elle détermine l'environnement social de l'enfant par le choix du mode de garde et du lieu de résidence ; elle exerce un contrôle plus ou moins étroit en matière de « fréquentations » (surveillant la composition du groupe des pairs fréquentables et limitant le temps passé hors de tout contrôle familial), de choix de l'école (publique ou privée, de telle ou telle sensibilité pédagogique, de tel ou tel niveau de réputation) ; elle joue un rôle de filtre par rapport aux usages des programmes télévisés, des imprimés lus ou des jouets achetés, par rapport aussi aux différents types d'activités culturelles ou sportives pratiquées par les enfants ; elle effectue, enfin, plus généralement, un travail, insensible mais permanent, d'interprétation et de jugement sur tous les domaines de la vie sociale.

Source : *Enfances de classe*, sous la direction de Bernard LAHIRE, 2019.

1 : Inclinations ou tendances à agir, penser, juger de telle ou telle façon.

2 : Milieu où quelque chose prend forme.

## DOCUMENT 2

En 1995, les premiers travaux statistiques portant sur les personnes sans domicile se sont intéressés aux éléments des parcours individuels qui pourraient expliquer que, dans un contexte général de crise du marché de l'emploi et du logement et de transformation des solidarités familiales et professionnelles, certaines personnes - et pas d'autres - perdent leur logement [...]. Parmi ces facteurs, l'inexistence, la faiblesse ou la rupture des relations familiales, qui ne peuvent donc jouer leur rôle de soutien à la fois psychologique et matériel, apparaissent fréquemment. [...]

Les relations des personnes sans domicile avec leur famille d'origine ne sont pas pour autant inexistantes ou toujours négatives.

Parmi les sans-domicile de 18 ans ou plus enquêtés en 2001, 60 % des hommes et 76 % des femmes ont leur mère en vie : parmi ces derniers, 69 % des hommes et 78 % des femmes ont eu un contact avec elle dans les trois derniers mois. De même, 45 % des hommes et 57 % des femmes ont leur père en vie : parmi eux, 60 % des hommes et 63 % des femmes ont eu un contact avec lui dans les trois derniers mois.

Parmi les jeunes enquêtés en 1998, 38 % ont encore des contacts réguliers avec leur père et 59 % avec leur mère. Toutefois, très peu déclarent être aidés par leurs parents financièrement ou autrement [...].

On perçoit souvent un désir de se réconcilier ou de retrouver l'estime des parents malgré une situation précaire et une vie parsemée d'échecs [...]. 96 % des jeunes sans domicile enquêtés en 1998 avaient des frères et sœurs (98 % en 2009), et dans deux cas sur trois les contacts avec au moins l'un des membres de la fratrie avaient subsisté. [...] Selon les entretiens approfondis réalisés autour de l'enquête et l'exploitation des questions ouvertes, les frères et sœurs apportent des dépannages financiers ponctuels, mais surtout une aide en nature (hébergement, repas) et un soutien moral.

Source : « Le lien familial des personnes sans domicile : entre soutien et obstacle », Jean-Marie FIRDION et Maryse MARPSAT, in *L'intégration inégale*, Serge PAUGAM, 2015.

## DOCUMENT 3

**Attentes des familles en matière de formation et vœu d'orientation en fin de troisième générale, selon qu'au moins un des parents est ou non bachelier**

|                                                                                                                                            | Aucun des parents n'a le baccalauréat | Au moins un des parents a le baccalauréat |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>Diplôme le plus utile pour trouver un emploi (en %)</b>                                                                                 |                                       |                                           |
| Aucun                                                                                                                                      | 1,8                                   | 1,3                                       |
| CAP ou BEP <sup>1</sup>                                                                                                                    | 14,1                                  | 1,7                                       |
| Baccalauréat professionnel                                                                                                                 | 21,7                                  | 10,4                                      |
| Baccalauréat général ou technologique                                                                                                      | 15,2                                  | 9,1                                       |
| Diplôme de l'enseignement supérieur                                                                                                        | 19,1                                  | 57,0                                      |
| Ne sait pas                                                                                                                                | 28,0                                  | 20,4                                      |
| <b>Vœu d'orientation en seconde générale en fin de troisième générale selon les notes au contrôle continu du brevet<sup>2</sup> (en %)</b> |                                       |                                           |
| Moins de 8/20                                                                                                                              | 11,5                                  | 31,6                                      |
| De 8/20 à moins de 10/20                                                                                                                   | 38,9                                  | 65,7                                      |
| De 10/20 à moins de 12/20                                                                                                                  | 70,0                                  | 90,3                                      |
| De 12/20 à moins de 15/20                                                                                                                  | 91,8                                  | 98,8                                      |
| 15/20 ou plus                                                                                                                              | 99,3                                  | 99,7                                      |

Champ : France métropolitaine, entrants en sixième en 1995.

Source : Depp-SIES, panel d'élèves du second degré recruté en 1995,  
*France, Portrait social*, INSEE, 2009.

Lecture : quand aucun d'entre eux n'avait le baccalauréat, 14,1 % des parents déclarent que le CAP ou le BEP sont les diplômes les plus utiles pour trouver un emploi.

1 : CAP / BEP : Certificat d'Aptitude Professionnelle / Brevet d'Études Professionnelles.

2 : Moyenne des notes obtenues par l'élève en français, mathématiques et première langue vivante.

|                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Sciences sociales et politiques</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------|

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

### **SUJET A**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Montrez comment la société civile organisée contribue au fonctionnement de la démocratie.**

#### **DOCUMENT 1**

Influencer les décisions publiques, collaborer avec les cabinets ministériels ou entretenir une relation de confiance, telles sont, entre autres, les raisons qui amènent des entreprises, associations, Organisations non gouvernementales ou encore syndicats à exercer des actions de lobbying<sup>1</sup> auprès des décideurs publics. [...] Ces actions de lobbying menées par les représentants d'intérêts ciblent principalement les ministères (89 %), le plus souvent auprès de membres de cabinet ou de collaborateurs qui y travaillent. Les projets de loi débattus au Parlement sont des textes déposés au nom du gouvernement, viser les ministères constitue alors un moyen pour les lobbys d'exercer une influence à la racine des futurs textes législatifs. [...] « *Rares sont les réglementations ou projets de loi rédigés seuls par les pouvoirs publics. Les politiques ont besoin de l'aide des entreprises ou des syndicats qui leur fournissent des informations sur un secteur d'activité précis*<sup>2</sup>. »

Source : « Cibles, moyens : quelles activités les lobbys déclarent-ils en France ? », Maxime FERRER, Thibaut FAUSSABRY, Lemonde.fr, 20 septembre 2018.

1 : Le lobbying est une stratégie menée par un groupe de pression cherchant à défendre ses propres intérêts auprès des décideurs politiques.

2 : D'après Guillaume Courty professeur en science politique à l'université de Lille.

## DOCUMENT 2

### Taux d'adhésion aux associations en 2016 (en %)

| <b>Associations</b>                                      | <b>2016</b> |
|----------------------------------------------------------|-------------|
| Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative | 6,4         |
| Sport                                                    | 19          |
| Culture                                                  | 8,8         |
| Loisirs                                                  | 6,8         |
| Défense de droits et d'intérêts communs                  | 2,5         |
| Clubs de troisième âge, de loisirs pour personnes âgées  | 3,5         |
| Syndicats (hors groupement professionnel)                | 6,3         |
| <b>Ensemble</b>                                          | <b>40,8</b> |

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.

Source : INSEE, enquête SRCV-Silc.

Lecture : En 2016, 40,8 % des personnes âgées de 16 ans ou plus ont adhéré à au moins une association au cours des douze derniers mois.

|                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Sciences sociales et politiques</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------|

**SUJET B**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Montrez que la participation politique repose sur différentes formes de répertoires d'action politique.**

**DOCUMENT 1**

**Moyens d'expression considérés comme les plus efficaces (en pourcentage du total des réponses apportées)**

*« Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? ».\**

|                                                       | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Voter aux élections</b>                            | 65 % | 63 % | 61 % | 58 % | 60 % | 61 % | 55 % |
| <b>Boycotter des entreprises ou des produits</b>      | 38 % | 29 % | 29 % | 41 % | 39 % | 43 % | 37 % |
| <b>Manifester dans la rue</b>                         | 32 % | 32 % | 30 % | 31 % | 26 % | 26 % | 42 % |
| <b>Faire grève</b>                                    | 21 % | 23 % | 22 % | 20 % | 19 % | 21 % | 27 % |
| <b>Militer dans un parti politique</b>                | 9 %  | 7 %  | 6 %  | 8 %  | 7 %  | 8 %  | 8 %  |
| <b>Discuter sur Internet, sur un blog ou un forum</b> | 7 %  | 4 %  | 4 %  | 7 %  | 6 %  | 8 %  | 5 %  |

Source : d'après « Baromètre de la confiance politique », Opinion Way et CEVIPOF, 2019.

\* Les répondants pouvaient donner plusieurs réponses.

Champ : étude réalisée auprès d'un échantillon de 2 116 personnes inscrites sur les listes électorales.

## DOCUMENT 2

Dans la lutte contre la ségrégation raciale dans les États du Sud, les organisations noires des années cinquante vont au départ construire des mobilisations locales, dont les enjeux consistent à faire reculer la ségrégation de façon concrète sur les sites de conflit. La popularité de Martin Luther King doit ainsi beaucoup au long mouvement de boycott des bus scolaires réservés aux enfants noirs qu'il anime en 1955-1956 à Montgomery (Alabama). [...] Malgré cela, les mobilisations locales [...] n'ont d'effet que ponctuel. [...] La stratégie du mouvement pour les droits civiques va donc se déplacer vers le pouvoir fédéral à Washington. Il s'agit désormais d'orienter les mobilisations vers une intervention fédérale sous la forme de lois, de décisions de la Cour suprême qui interdisent les pratiques racistes explicites ou larvées. Cet appel au pouvoir central évite la dispersion du combat contre une quinzaine de législatures d'États fédérés, des centaines de shérifs. On voit par là en quoi de simples considérations tactiques d'efficacité, nées de l'expérience de la lutte, contribuent aussi à une tendance lourde à l'appel à l'État, à la politisation des mobilisations.

Source : *Sociologie des mouvements sociaux*, Érik NEVEU, 2005.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Économie approfondie</b> |
|------------------------------------------------------------------|

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

**SUJET A**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Quels sont les différents facteurs susceptibles de conduire à des crises financières ?**

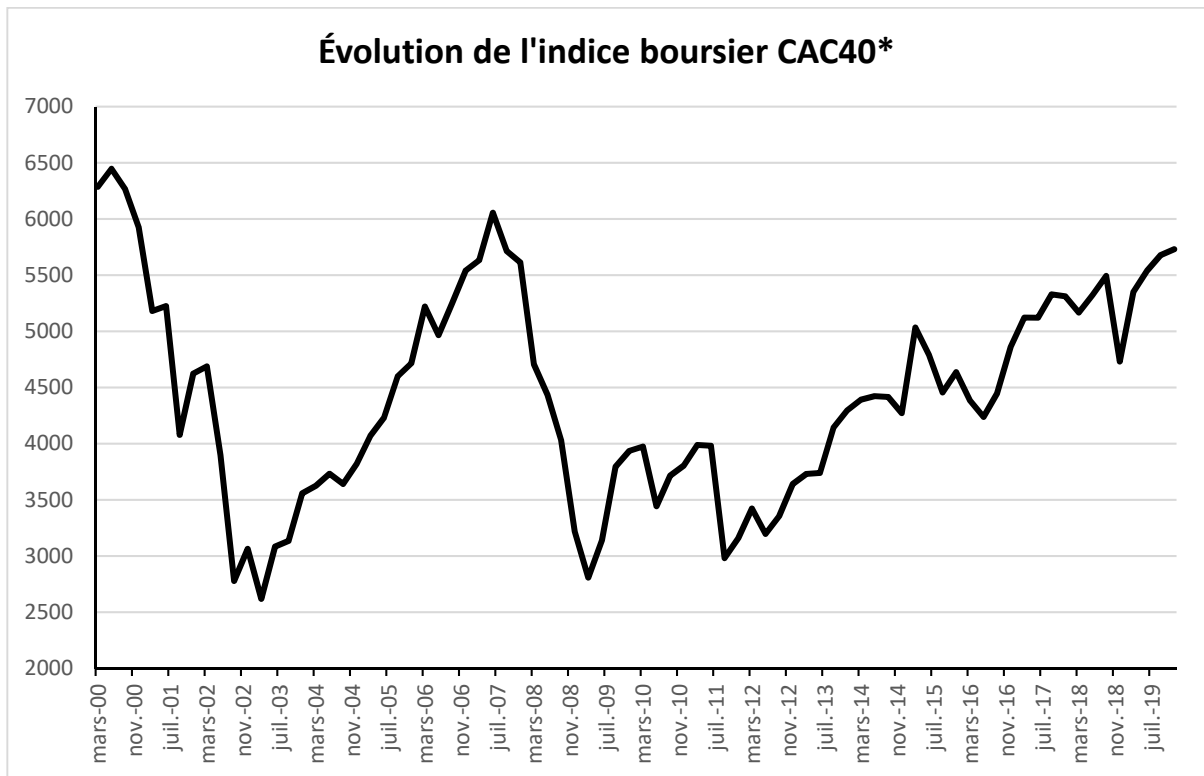
**DOCUMENT 1**

Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics sont prêts à voler au secours des banques lorsque celles-ci rencontrent de sévères difficultés. [...] En cas d'échec, les pertes seront essuyées par les contribuables. On retrouve ici une autre défaillance de marché, l'aléa moral, désigné dans le monde de l'assurance comme le comportement d'une personne augmentant sa prise de risque sachant qu'elle n'aura pas à supporter entièrement les conséquences néfastes d'un sinistre. Une telle attitude se désintéresse de l'externalisation sur la société des problèmes posés par les comportements individuels excessivement risqués. Le problème d'aléa moral est particulièrement gênant lorsque les autorités se sont engagées, même implicitement, à sauvegarder les institutions les plus importantes, notamment celles d'une taille telle que leur faillite poserait un risque systémique (*too big to fail*\*). Pour avoir la garantie de bénéficier d'un plan de sauvetage public, les banques ont alors intérêt à accroître leur importance.

Source : *Macroéconomie*, Gérard DUCHÊNE, Patrick LENAIN, Alfred STEINHERR, 2010.

\* *too big to fail* : trop grosses pour faire faillite.

## DOCUMENT 2



Source : Euronext, 2019.

\* L'indice CAC40 mesure l'évolution du cours des 40 plus grandes sociétés cotées à la bourse de Paris.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Économie approfondie</b> |
|------------------------------------------------------------------|

**SUJET B**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Vous montrerez que les dynamiques démographiques de la France et de l'Allemagne ont des effets différents sur l'évolution de leurs populations actives.**

**DOCUMENT 1**

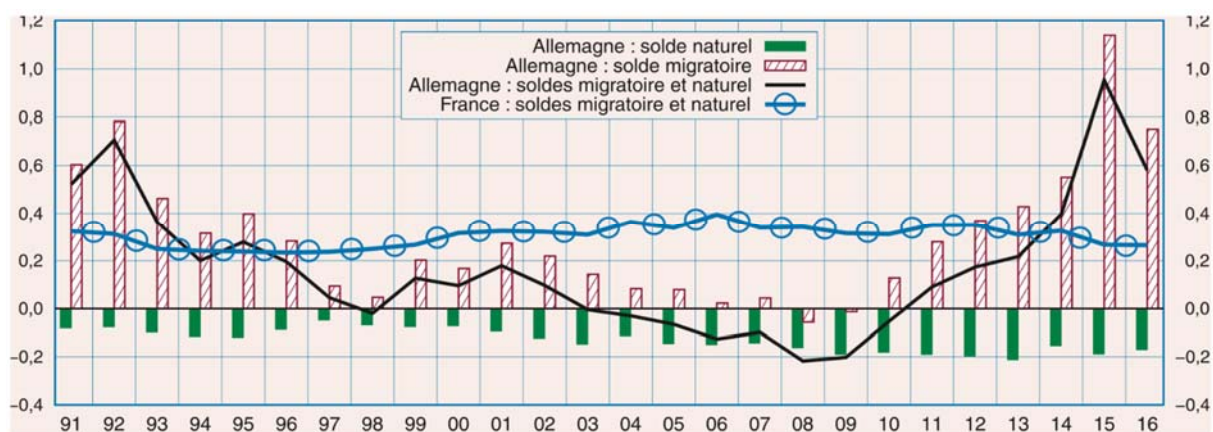
La démographie a également des conséquences sur les marchés du travail qui vont être soumis à des contraintes différentes. Entre 2000 et 2011, les populations actives française et allemande ont augmenté du même ordre de grandeur [...] mais alors qu'en Allemagne les deux tiers de cette hausse résulte de celle des taux d'activité\*, en France la démographie en explique 85 %. Dans un avenir proche, l'Allemagne va buter sur la difficulté d'accroître davantage ses taux d'activité. [...] La France qui part d'un niveau plus faible de taux d'activité, surtout à cause des seniors qui sortent du marché du travail nettement plus tôt qu'en Allemagne, dispose de plus de réserves de hausse. [...] Dans le même temps l'emploi des seniors progresse également en Allemagne, mais il ne pourra pas augmenter fortement indéfiniment et l'hypothèse d'une convergence à long terme des taux d'emploi entre la France et l'Allemagne est la plus vraisemblable. Au total [...], le taux d'activité allemand pourrait augmenter de 1,7 point entre 2010 et 2020 (passant de 76,7 à 78,4 %) alors que le taux français augmenterait de 2,7 points (de 70,4 à 73,1 %), [...] si bien que la France disposerait encore d'une réserve de hausse.

Source : OFCE, 2012.

\* Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante.

## DOCUMENT 2

### Comparaison des soldes migratoire et naturel entre la France et l'Allemagne de 1991 à 2016 (en millions)



Source : d'après INSEE Note de conjoncture, 2017.

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2020

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

# Spécialité

SUJET 2

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.  
Ce sujet comporte 14 pages numérotées de 1/14 à 14/14.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 9/14 à 11/14.
- Économie approfondie, pages numérotées de 12/14 à 14/14.

## Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

### SUJET

*Ce sujet comporte quatre documents.*

**L'augmentation de la quantité des facteurs de production est-elle suffisante pour expliquer la croissance économique ?**

### DOCUMENT 1

#### Contributions à la croissance du PIB (1985-2010)

|              | Travail                 | Capital en TIC <sup>1</sup> | Capital hors TIC | Productivité globale des facteurs | Croissance du PIB <sup>2</sup> |
|--------------|-------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
|              | Contributions en points |                             |                  |                                   | En %                           |
| Allemagne    | -0,20                   | 0,27                        | 0,27             | 0,89                              | 1,22                           |
| Australie    | 1,35                    | 0,53                        | 0,57             | 0,87                              | 3,33                           |
| Corée du Sud | 0,60                    | 0,37                        | 1,30             | 3,83                              | 6,07                           |
| Espagne      | 1,20                    | 0,39                        | 0,82             | 0,36                              | 2,78                           |
| États-Unis   | 0,67                    | 0,53                        | 0,32             | 1,06                              | 2,58                           |
| Finlande     | -0,17                   | 0,24                        | 0,33             | 1,67                              | 2,06                           |
| France       | 0,19                    | 0,32                        | 0,38             | 0,97                              | 1,85                           |
| Italie       | 0,24                    | 0,28                        | 0,50             | 0,36                              | 1,38                           |

Source : d'après OCDE, 2013.

1 : Technologie de l'information et des communications.

2 : Croissance annuelle moyenne en pourcentage de 1985 à 2010 – La somme des contributions peut ne pas correspondre exactement au taux de croissance du PIB en raison des arrondis.

## DOCUMENT 2

### Réformes économiques en Chine

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1978-1992 | Première vague de réformes économiques : <ul style="list-style-type: none"><li>- introduction des marchés et des contrats en supplément des institutions existantes</li><li>- introduction de plus de concurrence sans privatisation [...]</li><li>- réduction de la part du gouvernement dans le PIB</li><li>- créations de zones franches<sup>1</sup></li><li>- épargne des ménages plus importante et introduite dans le système bancaire</li></ul> |
| 1993-2001 | Seconde vague de réformes économiques : <ul style="list-style-type: none"><li>- renforcement des institutions de l'économie de marché [...]</li><li>- réduction du secteur étatique et début de la privatisation [...]</li><li>- création de zones franches [...]</li><li>- entrée des IDE<sup>2</sup></li></ul>                                                                                                                                       |
| 2001-2010 | Adhésion à l'OMC <sup>3</sup> : <ul style="list-style-type: none"><li>- large ouverture aux IDE dans le but de diffuser des technologies de pointe [...]</li><li>- accession de la technologie dans les contrats commerciaux</li></ul>                                                                                                                                                                                                                 |

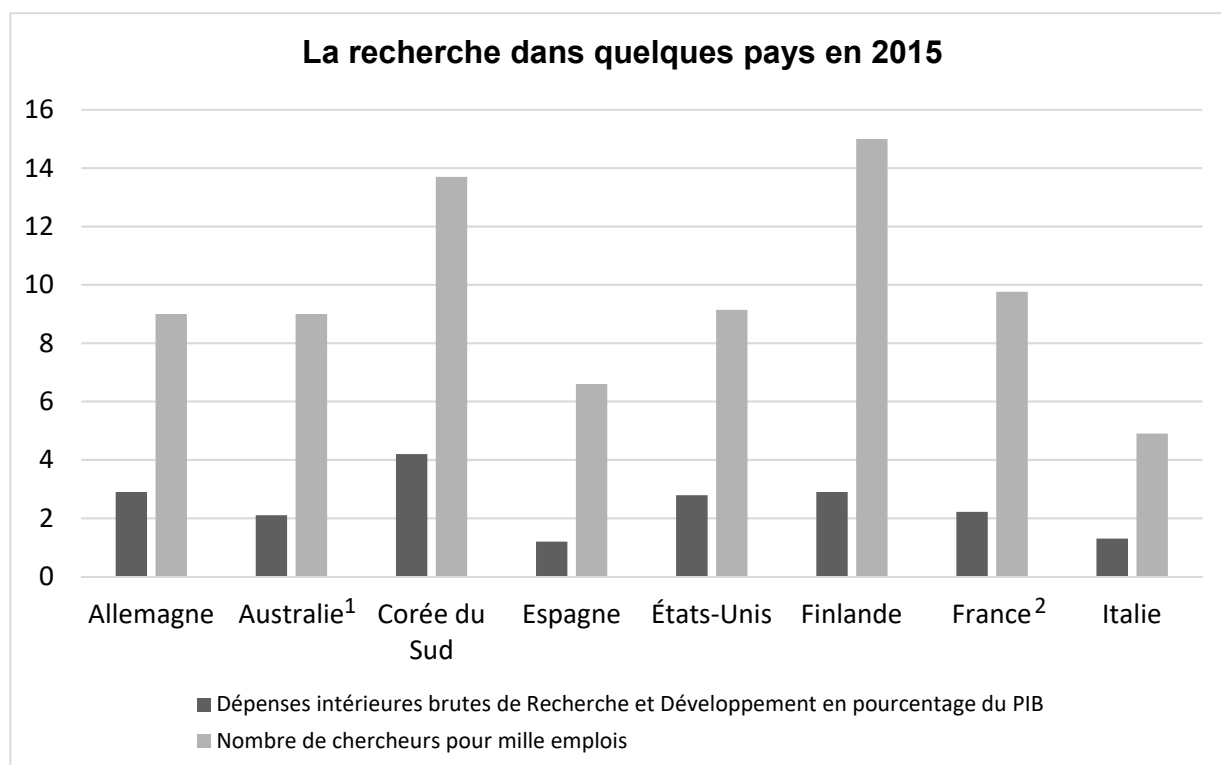
Source : *Économie politique des capitalismes*, Robert BOYER, 2015.

1 : Une zone franche est un espace à l'intérieur d'un pays dans lequel les entreprises bénéficient d'impôts, de taxes plus faibles et de contraintes administratives réduites.

2 : L'investissement direct à l'étranger (IDE) correspond à un investissement effectué dans une entreprise résidente d'un autre pays pour y acquérir un intérêt durable.

3 : L'organisation mondiale du commerce (OMC) est une organisation internationale qui a pour objectif de promouvoir le libre-échange et le commerce international.

### DOCUMENT 3



Source : d'après *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2017*, OCDE.

Lecture : En Allemagne, en 2015, les dépenses intérieures de Recherche et Développement représentaient 2,9 % du PIB et il y avait 9 chercheurs pour 1 000 emplois.

1 : Pour l'Australie, les dépenses de Recherche et Développement en % du PIB datent de 2013 et le nombre de chercheurs pour mille emplois date de 2010.

2 : Pour la France, le nombre de chercheurs pour mille emplois date de 2014.

### DOCUMENT 4

#### Croissance économique et évolution du capital humain en France

|                                                       | 1982           | 2015           |
|-------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| <b>PIB (en milliards d'euros constants de 2014)</b>   | <b>1 200,5</b> | <b>2 173,7</b> |
| <b>Dépenses intérieures d'éducation (en % du PIB)</b> | <b>6,8</b>     | <b>6,7</b>     |
| <b>Part dans l'emploi des travailleurs :</b>          |                |                |
| - Aucun diplôme ou seulement le CEP*                  | 46,7           | 11,1           |
| - Bac + 2 ou plus                                     | 11,7           | 39,0           |
| <b>Part dans l'emploi des :</b>                       |                |                |
| - Ouvriers non qualifiés                              | 14,2           | 6,9            |
| - Employés non qualifiés                              | 10,0           | 13,5           |
| - Professions intermédiaires                          | 19,7           | 25,4           |
| - Cadres et professions intellectuelles supérieures   | 7,9            | 17,7           |

Source : d'après INSEE.

\* Certificat d'études primaires.

## Épreuve composée

*Cette épreuve comprend trois parties :*

*1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.*

*2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.*

*3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :*

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

### **Première partie : Mobilisation des connaissances**

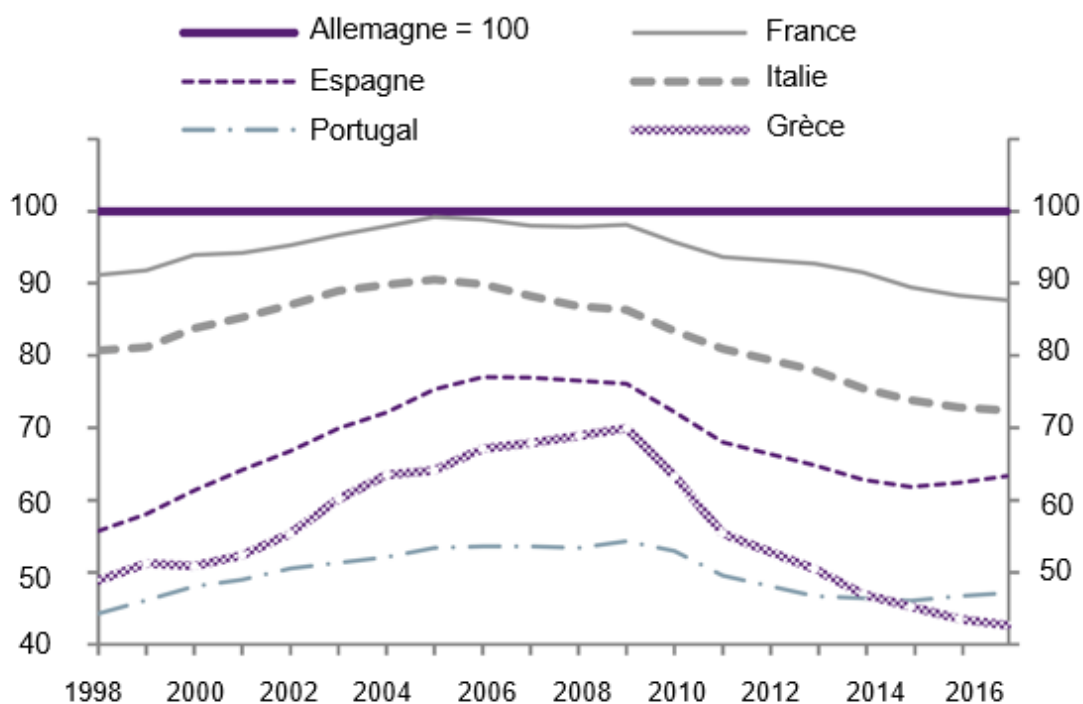
1. Montrez comment les chocs d'offre peuvent expliquer les fluctuations économiques. (3 points)

2. À l'aide de deux exemples, montrez que le marché du travail est segmenté. (3 points)

## Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez les PIB par habitant des pays et leurs évolutions.

**PIB par habitant**  
(en pourcentage du PIB par habitant de l'Allemagne)



Source : Natixis, 2017.

### **Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

*Cette partie comporte trois documents.*

**Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'il existe une multiplicité de critères de différenciation sociale.**

#### **DOCUMENT 1**

En matière de consommation, les ménages les plus aisés achètent plus souvent des produits issus de l'agriculture biologique que les ménages modestes. Avantageés par leurs revenus, les ménages les plus aisés sont plus enclins à payer davantage pour pouvoir manger des produits bio ou pour disposer d'une électricité dite « verte ». [...] Influent de manière plus significative que le genre sur la nature des pratiques déclarées, l'âge des enquêtés est une variable intéressante à observer. D'importantes disparités existent en effet entre les enquêtés les plus jeunes et les plus âgés [...]. En matière de consommation, ces derniers se distinguent notamment par leurs fortes exigences lors de leurs courses alimentaires. Ils se montrent aussi plus attentifs à la présence d'écolabels sur les produits qu'ils achètent. En revanche, les plus jeunes sont plus disposés que leurs aînés à payer davantage pour recourir à une électricité d'origine renouvelable. [...] S'il existe certaines similitudes entre les enquêtés ayant un fort niveau de vie et ceux dont le niveau d'études est élevé (consommation de produits bio, voyages aériens, faible vigilance à l'égard de la consommation en eau), des différences notables s'observent pour d'autres sujets. Les plus diplômés semblent par exemple moins attachés à la voiture et envisagent davantage de renoncer à son utilisation ou, tout au moins, de recourir au covoiturage. Dans le cadre de leurs achats, ils se montrent particulièrement attentifs aux labels et autres informations relatives aux conditions de production. Le lieu de résidence influe également sur les pratiques des ménages, notamment en matière de transports. [...] Pour justifier l'intense utilisation de leur voiture, les ruraux ont trois fois plus tendance à souligner l'inadéquation des transports en commun. Dans les grandes villes, le moindre usage d'un véhicule motorisé se traduit par un taux d'équipement inférieur de 20 % à celui observé en milieu rural.

Source : *Les acteurs économiques et l'environnement*, INSEE Références, 2017.

## DOCUMENT 2

### Conditions d'emploi cinq ans après la sortie du système éducatif (en %)

|                                    |                                       | Génération 2010 en 2015 <sup>1</sup> |        |
|------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|--------|
|                                    |                                       | Hommes                               | Femmes |
| Statut de l'emploi                 | Emploi à durée indéterminée           | 72                                   | 66     |
|                                    | Contrats à durée déterminée + Intérim | 21                                   | 26     |
|                                    | Emplois aidés <sup>2</sup>            | 7                                    | 8      |
|                                    | Total                                 | 100                                  | 100    |
| Temps de travail                   | Temps partiel                         | 9                                    | 20     |
| Secteur d'activité de l'entreprise | Industrie                             | 22                                   | 10     |
|                                    | Bâtiment travaux publics              | 10                                   | 2      |
|                                    | Services marchands                    | 52                                   | 51     |
|                                    | Services non marchands                | 16                                   | 37     |
|                                    | Total                                 | 100                                  | 100    |
| Rémunération (en euros)            | Salaire mensuel net moyen             | 1 710                                | 1 520  |

Source : d'après « Et les femmes devinrent plus diplômées que les hommes... », Thomas COUPPIÉ, Dominique ÉPIPHANE, *CÉREQ BREF*, 2019.

Lecture : Pour la génération 2010, 5 ans après leur sortie du système éducatif, les femmes ont un salaire mensuel net moyen en euros constants de 1 520 euros.

1 : Jeunes (hommes et femmes) sortis du système scolaire en 2010 et interrogés 5 ans après, en 2015.

2 : Un emploi aidé est un contrat de travail pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation.

## DOCUMENT 3

### Loisirs, activités ou sorties culturelles et sportives selon la catégorie sociale, en 2012

Au moins une fois au cours des 12 derniers mois, en %

|                                           | Lecture d'un livre | Théâtre, concert | Musée, exposition | Cinéma    | Activité sportive | Activité artistique | Bibliothèque, médiathèque |
|-------------------------------------------|--------------------|------------------|-------------------|-----------|-------------------|---------------------|---------------------------|
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise | 49                 | 37               | 37                | 61        | 46                | 13                  | 13                        |
| Cadres                                    | 80                 | 63               | 69                | 82        | 69                | 22                  | 37                        |
| Professions intermédiaires                | 69                 | 47               | 52                | 78        | 61                | 20                  | 32                        |
| Employés                                  | 60                 | 32               | 32                | 67        | 46                | 13                  | 26                        |
| Ouvriers                                  | 31                 | 23               | 20                | 55        | 41                | 7                   | 9                         |
| <b>Ensemble</b>                           | <b>57</b>          | <b>34</b>        | <b>37</b>         | <b>59</b> | <b>47</b>         | <b>15</b>           | <b>24</b>                 |

Champ : personnes de 16 ans ou plus vivant dans des ménages ordinaires, France métropolitaine.

Lecture : en 2012, 67 % des employés ont déclaré être allés au cinéma au moins une fois au cours des 12 derniers mois.

Source : d'après *France, portrait social*, INSEE, 2014.

|                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Sciences sociales et politiques</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------|

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

### **SUJET A**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Montrez que les organisations politiques contribuent à la mobilisation électorale.**

#### **DOCUMENT 1**

La science politique aurait trouvé la clé de l'équation électorale : face au désintérêt croissant des citoyens pour la politique, la solution serait le porte-à-porte. [...] Il a été investi avec vigueur dans le cadre des élections présidentielles de 2012 par le Parti socialiste (PS) [...]. Ces quelques minutes passées avec les électeurs seraient-elles suffisantes pour les convaincre de l'importance du geste électoral ? Certes, par ce biais, des informations circulent sur les élections et les principales propositions des candidats. Surtout [...], [le porte-à-porte] constitue un puissant rappel à l'ordre électoral, incarnant une pression sociale susceptible de conduire jusqu'aux urnes un nombre important d'électeurs réfractaires [...]. En pratiquant massivement le porte-à-porte, le groupe socialiste se montre, se donne à voir publiquement, et démontre à la fois sa force, sa motivation, et son souci pour les quartiers et les populations visités. Cet effet symbolique est d'autant plus important que ce travail de terrain a été très largement relayé et médiatisé.

Source : « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », Julien TALPIN et Romain BELKACEM, *Politix*, 2014.

## DOCUMENT 2

### Élection présidentielle 2017- répartition par nature des dépenses totales

|                                                 | Dépenses en euros | Dépenses en pourcentage du total des dépenses |
|-------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------|
| Réunions publiques                              | 29 557 574        | 39,88                                         |
| Propagande imprimée                             | 12 372 660        | 16,69                                         |
| Personnel                                       | 8 154 399         | 11,00                                         |
| Permanence, téléphone, matériel, marchandises   | 4 545 457         | 6,13                                          |
| Site internet                                   | 1 436 195         | 1,94                                          |
| Autres moyens de propagande                     | 5 846 603         | 7,89                                          |
| Honoraires et frais divers                      | 4 353 380         | 5,87                                          |
| Déplacements, réception, restauration           | 4 400 225         | 5,94                                          |
| Conseils en communication, enquêtes et sondages | 2 201 331         | 2,97                                          |
| Frais postaux                                   | 1 248 359         | 1,68                                          |
| <b>Total</b>                                    | <b>74 116 183</b> | <b>100</b>                                    |

Source : d'après le dix-neuvième rapport d'activité de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, 2017.

Lecture : Lors de l'élection présidentielle de 2017, les dépenses de personnel représentent 11 % des dépenses totales des candidats.

# ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

## Sciences sociales et politiques

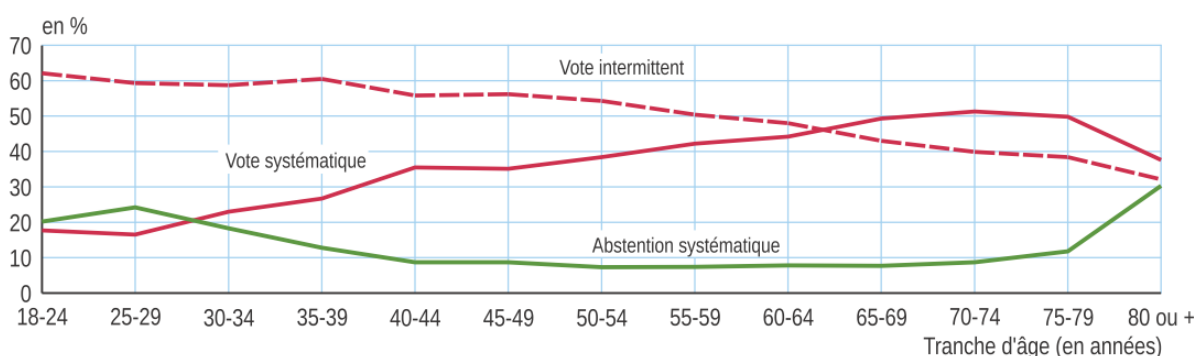
### SUJET B

*Ce sujet comporte deux documents.*

#### Quels sont les facteurs de l'abstention électorale ?

##### DOCUMENT 1

#### Vote et abstention aux élections présidentielles et législatives en France en 2017



Note : les inscrits sont répartis entre ceux qui votent à tous les tours de la présidentielle et des législatives (vote systématique), ceux qui ne votent à aucun tour de ces scrutins (abstention systématique) et ceux qui votent de façon intermittente.

Champ : inscrits sur les listes électorales en France en 2017 et résidant en France en 2015 (hors Mayotte).

Source : « Élections présidentielle et législatives de 2017 : neuf inscrits sur dix ont voté à au moins un tour de scrutin », *INSEE Première*, octobre 2017.

##### DOCUMENT 2

Il s'avère ainsi que l'insertion durable dans un environnement professionnel stable constitue un facteur favorable à la politisation et à la participation électorale. [...] Comme toute insertion dans un environnement, celle-ci augmente les probabilités d'entrer en contact avec des agents politisés (ne serait-ce qu'à minima) et de subir ces micro-influences, ces micropressions qui peuvent inciter à la participation électorale. [...]

Enfin, le travail favorise d'autant mieux la politisation qu'il a longtemps été le terrain d'un encadrement politico-syndical. [...]

Que l'exclusion du travail, toujours plus importante en milieu populaire, constitue un puissant facteur de démobilisation électorale, cela se trouve également confirmé par d'autres données. Ainsi, les femmes au foyer paraissent-elles constituer l'un des segments les moins politisés et les moins participationnistes de la cité.

Source : *La démocratie de l'abstention*, Cécile BRACONNIER et Jean-Yves DORMAGEN, 2007.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Économie approfondie</b> |
|------------------------------------------------------------------|

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

**SUJET A**

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Montrez que les systèmes de retraite par répartition et par capitalisation reposent sur des principes différents.**

**DOCUMENT 1**

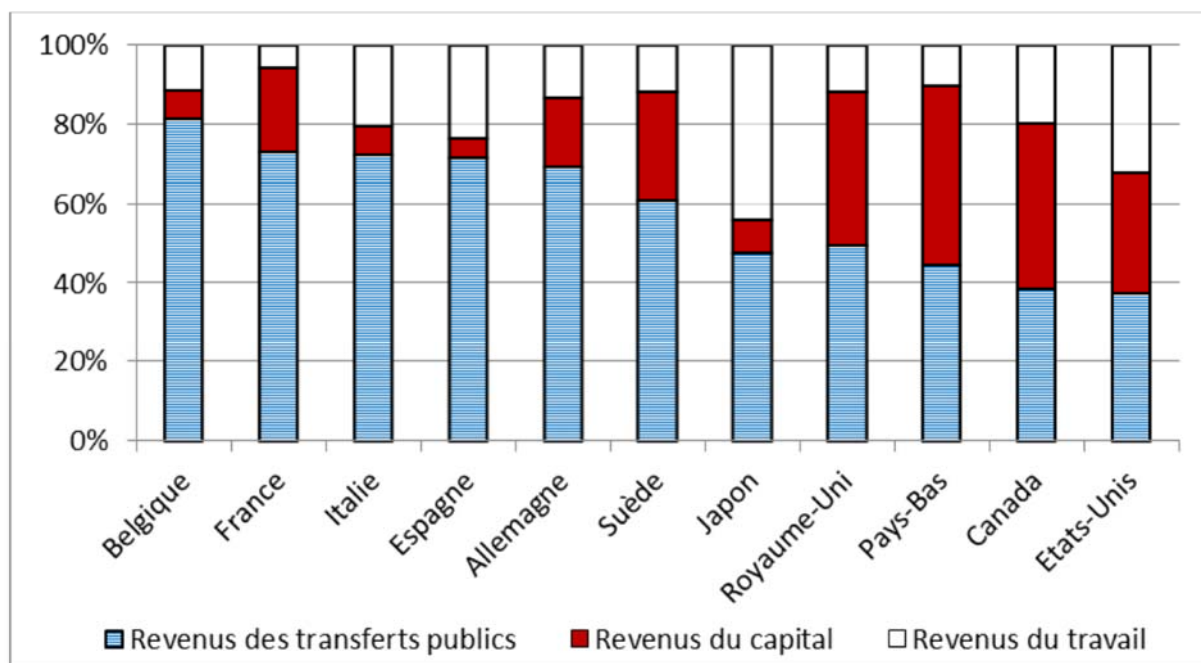
Dans le système de retraite par capitalisation, chaque salarié accumule des actifs financiers qui lui donnent droit à une rente viagère\* à sa retraite. La retraite par capitalisation peut être obligatoire ou facultative (ce qui donne une plus grande liberté aux salariés, mais fait courir le risque que beaucoup ne se couvrent pas). Elle est socialement encadrée : elle bénéficie d'avantages fiscaux (par rapport à l'épargne libre) [...] et de l'absence de sélection (les entreprises doivent couvrir tous leurs salariés, les taux de rente ne doivent pas dépendre du sexe, etc.). Ce système est dominant aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Danemark.

Source : « Les réformes des systèmes de retraite en Europe », OFCE, 2001.

\* La rente viagère est une somme d'argent versée à un bénéficiaire jusqu'à son décès.

## DOCUMENT 2

### Sources des revenus des ménages dont la personne de référence a plus de 65 ans à la fin des années 2000



Source : Conseil d'orientation des retraites, 2016.

\* Les revenus de transferts publics sont issus des régimes de retraite obligatoires et financés par répartition (y compris les régimes complémentaires).

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ</b><br><b>Économie approfondie</b> |
|------------------------------------------------------------------|

## **SUJET B**

*Ce sujet comporte un document.*

### **Pourquoi la politique de la concurrence est-elle nécessaire ?**

#### **DOCUMENT**

Le cœur de métier de l'Autorité de la concurrence est de prévenir et de réprimer les pratiques anticoncurrentielles, qui peuvent avoir un impact considérable sur l'économie. Elle œuvre au quotidien pour garantir le bon fonctionnement concurrentiel des marchés et protège ainsi les consommateurs comme les entreprises. Lutter contre les pratiques anticoncurrentielles, c'est favoriser de meilleurs prix, une plus grande diversité de produits et de services ainsi que l'assurance pour les acteurs économiques de pouvoir rivaliser sur la base de leurs seuls mérites et dans des conditions équitables. [...]

Les sanctions imposées par l'Autorité ont un double objectif : sanctionner le comportement de l'entreprise en cause et dissuader les autres entreprises de mettre en œuvre de telles pratiques. Lorsqu'elle constate l'existence d'infractions, l'Autorité peut prononcer des sanctions et/ou des injonctions. Chaque sanction pécuniaire imposée par l'Autorité est déterminée en fonction des éléments propres à l'affaire et de la situation individuelle de chaque contrevenant.

#### **La sanction pécuniaire**

10 % du chiffre d'affaires mondial du groupe : c'est le montant que peut atteindre la sanction pour les infractions au droit de la concurrence (Code de commerce). De quoi faire réfléchir sérieusement les acteurs économiques ! [...] Pour calculer le montant de la sanction, l'Autorité définit, dans un premier temps, un montant de base pour chaque entreprise ou organisme auteur de l'infraction. Ce montant est fixé en fonction d'un certain nombre de critères, comme la taille du marché affecté, la gravité des faits ou encore la durée des pratiques.

#### **L'injonction**

L'Autorité peut enjoindre à l'auteur des pratiques anticoncurrentielles de cesser ses pratiques ou de modifier ses comportements afin de se conformer au droit de la concurrence (modification d'une disposition des conditions générales de vente, d'un contrat...). En cas de non-respect d'une injonction prononcée, l'Autorité a la possibilité de prononcer une sanction.

Source : [www.autoritedelaconcurrence.fr](http://www.autoritedelaconcurrence.fr).